

Lettre ouverte aux négociateurs de la loi européenne sur l'IA : N'abandonnez pas nos droits !

Vendredi 8 décembre 2023, Bruxelles

Alors que les négociations censées être finales sur la loi historique de l'UE sur l'intelligence artificielle (IA) s'éternisent, la coalition de la société civile soussignée appelle les législateurs à rejeter sans équivoque les tentatives de légalisation d'une IA policière dangereuse et discriminatoire.

Les législateurs européens sont soumis à la pression des gouvernements et des lobbyistes de l'industrie de la sécurité pour qu'ils renoncent à nos droits et libertés fondamentaux. La position du Parlement sur les interdictions est soutenue par le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, le Contrôleur européen de la protection des données, les réseaux d'institutions nationales des droits de l'homme et les organismes de promotion de l'égalité, les universitaires et d'autres experts.

Aucun accord sur la loi sur l'IA ne peut justifier la légitimation d'outils numériques d'oppression. Les États membres de l'UE poussent des demandes extrémistes pour que la police puisse discriminer le grand public, notamment sur la base de la race, du sexe, de la sexualité, de la religion et des opinions politiques, par le biais de systèmes de police prédictive et de catégorisation biométrique. Non seulement il s'agit d'une hypothèse profondément dystopique, mais nous savons également que ces outils sont inefficaces pour assurer notre sécurité.

Il en va de même pour les technologies de reconnaissance des émotions telles que les "détecteurs de mensonges" de l'IA, dont les gouvernements de l'UE tentent de préserver l'utilisation dans les contextes de maintien de l'ordre et d'immigration. Ces technologies sont enracinées dans des prémisses eugéniques, racistes et capacitistes, et ont été largement discréditées par les universitaires.

Les États membres de l'UE font également pression pour autoriser la surveillance biométrique de masse dans les espaces publics et la plupart des formes de police prédictive, pour introduire des lacunes dangereuses telles que des exemptions générales en matière de sécurité nationale, pour permettre l'exportation de systèmes d'IA interdits en dehors de l'UE et pour exempter la police et les utilisations de l'IA dans le domaine de l'immigration des règles de transparence et de responsabilité.

La législation européenne et internationale en matière de droits de l'homme stipule clairement que les personnes doivent pouvoir vivre dans la liberté et la dignité. Les propositions du Conseil donneraient à la police le feu vert pour utiliser des outils d'IA qui sont intrinsèquement discriminatoires, qui permettent une surveillance de masse et qui sapent les fondements de nos droits et de l'État de droit.

Open letter to EU AI Act negotiators: Do not trade away our rights!

Friday 8 December 2023, Brussels

As the supposedly final negotiation on the EU's landmark Artificial Intelligence (AI) Act drags on, the undersigned civil society coalition calls on lawmakers to unequivocally reject attempts to legalise dangerous and discriminatory police AI.

EU lawmakers are being pressured by governments and security industry lobbyists to trade away our fundamental rights and freedoms. The Parliament's position on prohibitions is backed by the

UN High Commissioner for Human Rights, the European Data Protection Supervisor and Board, networks of national human rights institutions and equality bodies, academics and other experts.

No AI Act deal can be worth legitimising digital tools of oppression. EU Member States are pushing extremist demands for police to be able to discriminate against the general public including on the basis of race, gender, sexuality, religion and political views through predictive policing and biometric categorisation systems. Not only is this a deeply dystopian premise, but we also know that these tools are ineffective at keeping us safe.

The same goes for emotion recognition technologies like AI ‘lie-detectors’, the use of which EU governments are trying to preserve for use in policing and migration contexts. These technologies are rooted in eugenic, racist and ableist premises, and have been widely discredited by academics.

EU Member States are also pushing to allow mass biometric surveillance in public spaces and most forms of predictive policing; to introduce dangerous loopholes such as blanket national security exemptions; to allow banned AI systems to be exported outside the EU; and to exempt police and migration uses of AI from transparency and accountability rules.

European and international human rights laws are clear that people must be able to live with freedom and dignity. The proposals from the Council would give police a green light to use AI tools that are inherently discriminatory, that enable mass surveillance and that undermine the core of our